



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Activites professionnelles

Question écrite n° 10587

Texte de la question

M Serge Charles attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'economie, des finances et du budget, sur l'imposition des plus-values lors de cession de fonds de commerce due a un divorce. Selon les termes d'une reponse ministerielle du 8 septembre 1979 (no 12432-1, BO, 4 B 1-80, p 7151), « une communaute entre epoux comportant des elements d'actif professionnel doit etre regardee comme constituant au plan fiscal une indivision. Or, la cessation d'une indivision equivaut a une cession d'entreprise a l'egard du seul indivisaire qui se retire et non a l'egard de celui qui continue l'exercice de l'activite. Par suite, l'indivisaire qui se retire doit etre soumis a l'impôt au titre de l'annee de realisation du partage, a raison des plus-values degagees sur ses droits indivis dans le fonds, lesquelles sont determinees compte tenu de l'estimation donnee a ces droits pour la formation des lots. En revanche, il n'y a pas cessation d'entreprise pour le conjoint continuateur de l'exploitation ». Dans l'hypothese ou une communaute est proprietaire de plusieurs fonds, chaque indivisaire continue l'exercice de son activite professionnelle par l'attribution d'un ou plusieurs fonds lors du partage. Il lui demande alors si dans un tel cas il ne serait pas opportun de reconsiderer la position de l'administration et de differer l'imposition des plus-values lors de la cessation de l'activite de chacun des indivisaires. Dans un contexte ou le probleme de la fiscalite de la cession des entreprises est de plus en plus considere comme un obstacle majeur au developpement - quand ce n'est a la perennite - de nos petites et moyennes entreprises, cet amenagement presenterait en effet un interet capital.

Texte de la réponse

Reponse. - Conformement a l'analyse exposee dans la reponse a une question ecrite de M Pringalle (JO, Debats AN du 8 septembre 1979, p 7151 ; BODGI 4 B-1-80), la dissolution d'une communaute conjugale comportant des elements d'actif professionnel equivaut a une cession d'entreprise pour l'epoux qui se retire de l'exploitation indivise. Elle entraine donc a l'egard de ce dernier (et de celui-ci seulement) les consequences fiscales d'une cessation d'entreprise et en particulier l'imposition des plus-values degagees sur ses droits indivis dans la propriete du fonds de commerce. Cette solution s'applique dans la situation exposee par l'honorable parlementaire : les epoux, coexploitants de plusieurs fonds, se cedent mutuellement leurs droits indivis dans la propriete de plusieurs fonds et sont donc imposables sur les plus-values determinees dans les conditions indiquees precedemment. L'analyse rappee ci-avant ne fait que tirer les consequences de la nouvelle situation juridique des epoux. Elle ne permet pas de retenir la suggestion faite par l'auteur de la question.

Données clés

Auteur : [M. Charles Serge](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10587

Rubrique : Plus-values : imposition

Ministère interrogé : économie, finances et budget

Ministère attributaire : économie, finances et budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 mars 1989, page 1187